



**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 28 mars 2019**  
(Convocation du 21 mars 2019)

Aujourd'hui, le vingt-huit mars deux mille dix-neuf à 14 heures, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni à la salle Henri Lavielle de l'Hôtel Planté du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Dominique DEGOS et Céline SALLES  
Messieurs Jean ARRIUBERGE, Gabriel BELLOCQ, Paul CARRERE, Thierry CARRERE, Gérard CASTET, Yves LAHOUN, Bernard SOUDAR et Christophe TERRAIN

Etaient excusés :

Mesdames Laurence ANCIEN et Nathalie BARROUILLET  
Messieurs Patrick CHASSERIAUD, Francis DUPOUEY, Jean GUILHAS, Xavier LAGRAVE, Charles PELANNE, Bernard POUBLAN et Bernard VERDIER

Secrétaire de séance :

Madame Céline SALLES

---

**OBJET : Affaires générales / Gouvernance - Adoption d'un règlement intérieur**

**Exposé des motifs :**

Le rapporteur indique que le syndicat mixte se doit d'adopter un règlement intérieur en complément de ses statuts afin de préciser les règles de fonctionnement interne de l'établissement public.

A cet effet, il est proposé d'adopter un règlement complétant le fonctionnement et l'organisation des commissions mais aussi prévoyant la faculté d'utiliser la visio-conférence pour les réunions officielles du Bureau et des commissions préparatoires et précisant les différentes modalités de votes qui peuvent être utilisées.

Le règlement intérieur est annexé à la présente délibération

**LE COMITE SYNDICAL**

En l'absence d'observations,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- D'approuver le règlement intérieur tel qu'annexé

**Article 2**

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*



Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 28 mars 2019 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

**INSTITUTION ADOUR**  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX



Paul CARRERE



## REGLEMENT INTERIEUR

Règlement intérieur de l'établissement public territorial de bassin  
Institution Adour

Adoptés par délibération n° xxx

### Objet

Le présent règlement a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement interne du comité syndical.

### Siège

L'établissement public territorial de bassin a son siège officiel à Mont-de-Marsan.  
L'adresse postale de l'établissement public territorial de bassin est la suivante :  
38 rue Victor Hugo  
40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

## CHAPITRE I - REUNION DU COMITE SYNDICAL

### Article 1. Périodicité des séances et convocation

Le comité syndical, organe délibérant du syndicat mixte, se réunit à l'initiative de son Président, au moins 3 fois par an, dans un lieu choisi par le Président sur le bassin de l'Adour et de ses affluents.

Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Le Préfet coordonnateur de bassin (ou son représentant) ainsi que le directeur général de l'agence de l'eau Adour Garonne, ou son représentant de la délégation Adour et côtiers de Pau, ainsi que les Présidents des régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie (ou leur représentant) sont invités à assister aux séances.

### Article 2. Tenue des séances

Les règles de fonctionnement des réunions du comité syndical sont celles prévues à l'article 11 des statuts.

#### *Présidence*

Le comité syndical est dirigé par le Président. En cas d'absence du Président, cette fonction peut être provisoirement exercée par un vice-Président, ceci dans l'ordre des nominations du bureau.

Le Président ouvre et lève les séances. Il vérifie le quorum avec l'aide des services et préside les débats. Il donne connaissance à l'assemblée des communications qui la concernent et appelle successivement les affaires qui figurent à l'ordre du jour de la séance.

Pour ce faire, le Président présente les dossiers ou peut faire appel aux services ou aux rapporteurs des commissions à présenter leurs rapports. La discussion suit immédiatement, à moins que l'assemblée ne décide le report à une autre séance. Le Président met au vote les propositions et les délibérations, décompte les scrutins puis en proclame les résultats.

#### *Vœux, motions et amendements*

Tout vœu ou toute motion ne peuvent être lus et mis en discussion au sein de l'assemblée que s'ils ont été remis au Président avant l'ouverture de la séance.

Tout délégué peut présenter des amendements aux propositions soumises au vote. L'amendement doit être rédigé par écrit et remis au Président avant la discussion générale. Il est également distribué aux délégués présents. Si l'amendement est présenté au cours d'une discussion, l'assemblée décide s'il convient de statuer immédiatement ou de le renvoyer en commission. En cas de partage des voix, le renvoi n'est pas ordonné.

Les amendements sont mis au vote avant le texte principal. Ceux qui s'en éloignent le plus sont soumis au vote avant les autres. S'il y a doute, l'assemblée est consultée sur la priorité. Les sous-amendements éventuellement présentés sont soumis au vote avant l'amendement auquel ils se rattachent.



### *Prise de parole des délégués membres*

Le Président a seul la police de l'assemblée. Il dirige les débats. Aucun délégué ne peut intervenir sans s'être fait inscrire ou avoir demandé la parole au Président. La parole est accordée suivant l'ordre des inscriptions et des demandes.

Si un orateur s'écarte de la question, le Président l'y rappelle. Si le délégué rappelé à l'ordre ne se soumet pas à la décision, la séance peut être suspendue ou même levée. Seul le Président peut autoriser une suspension de séance, ceci dans la limite de 2 suspensions par séance, à moins que la demande ne soit exprimée par le quart des membres présents.

### *Intervention de personnes qualifiées extérieures*

Le Président peut demander à entendre des personnes qualifiées extérieures (experts, fonctionnaires, etc) afin d'éclairer l'assemblée sur certains sujets.

### *Accès et tenue du public*

Les séances du comité syndical sont publiques. Elles sont annoncées et publiées sur le site internet du syndicat mixte. Le public, les représentants de la presse ainsi que les personnes qualifiées extérieures autorisées peuvent occuper les places qui leurs sont réservées dans la salle. Ceux-ci doivent observer le silence durant toute la durée de la séance.

Le tiers des délégués ou le Président peuvent demander la tenue d'une séance à huis clos. Dans ce cas, le public ainsi que les représentants de la presse doivent se retirer.

Aucune personne étrangère à l'assemblée, autre que le Préfet coordonnateur de bassin (ou son représentant), le directeur général de l'agence de l'eau Adour Garonne, ou son représentant de la délégation Adour et côtiers de Pau, les Présidents des régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie (ou leur représentant), ainsi que les personnes qualifiées extérieures invitées, ne peut, quel qu'en soit le prétexte, s'introduire dans l'enceinte réservée au comité syndical.

### *Vote*

Le Président prononce la clôture des débats après avoir consulté l'assemblée et procède au vote. En cas d'égalité des votes la voix du Président est prépondérante. Les différents modes de vote sont décrits au chapitre IV du présent règlement.

### *Police intérieure*

Il est interdit de prendre, demander la parole ou d'intervenir pendant un vote. Le Président peut faire expulser de l'auditoire tout individu qui trouble l'ordre des séances et le cas échéant recourir à la force publique en cas de trouble manifeste du public.

### *Délibérations*

Les délibérations du comité syndical sont transmises aux collectivités membres dès la première séance qui suit leur adoption. Elles sont intégrées au procès-verbal tel que ci-dessous et sont consignées au sein d'un registre dématérialisé et tenues à disposition du public sur le site internet du syndicat mixte.

### *Procès-verbaux*

Les projets de procès-verbaux des séances sont rédigés par le Président et soumis pour approbation lors du comité syndical suivant. Ils contiennent les avis des commissions, les noms des délégués qui ont pris part à la discussion, ainsi que le compte-rendu de leurs interventions et les délibérations.



## CHAPITRE II - REUNION DU BUREAU

Les règles de fonctionnement des réunions du bureau sont celles prévues à l'article 13 des statuts.

Les convocation peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunion peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès verbal mentionnant les présents et votants assitant à la réunion.



## CHAPITRE III – REUNION DES COMMISSIONS INTERIEURES

### Article 3. Dispositions communes aux commissions

Pour l'étude des affaires qui leur sont soumises et la préparation des avis et décisions qui incombent aux assemblées de l'Etablissement, sont créées des commissions de travail.

Ces commissions de travail sont au nombre minimal de 2 :

- la commission des travaux, composée de dix membres,
- la commission des finances, composée de 9 membres,

Chaque commission (sauf la commission d'appel d'offres et la commission de délégation de service public qui obéissent aux règles définies dans le décret 2016-360 du 25 mars 2016 et le CGCT) comporte un Président. Le renouvellement des commissions intervient à la même date et dans les mêmes conditions que le renouvellement et l'installation de l'assemblée du syndicat mixte.

Le Président du syndicat mixte saisit les commissions des affaires à traiter.  
Les convocations peuvent être établies par voie de courrier électronique.

Les réunions peuvent se tenir en visio-conférence sur plusieurs sites déportés moyennant l'établissement d'un procès verbal mentionnant les présents assistants à la réunion.

A l'issue des études préparatoires, les commissions arrêtent un avis et approuvent le rapport qui sera présenté en leur nom au comité syndical, ou le cas échéant au bureau.

### Article 4. Commission d'appel d'offres et commission de délégation de service public

Ces commissions, sont constituées conformément au décret 2016-360 du 25 mars 2016 et au CGCT.

### Article 5. Désignation des délégués membres des commissions

Les délégués membres des commissions sont élus lors de l'installation du comité syndical. En cas de vacance de poste, un remplaçant est désigné par le comité syndical.

### Article 6. Tenue des réunions

Les commissions se réunissent à la demande du Président pour étudier et préparer les questions à l'ordre du jour du comité syndical. Elles peuvent en outre se réunir aussi souvent que nécessaire à la demande du Président.

Les séances des commissions ne sont pas publiques. Les commissions statuent à la majorité des délégués membres présents. Elles peuvent entendre des personnes qualifiées (experts, fonctionnaires, ...) afin d'éclairer leurs travaux.

### Article 7. Constitution de groupes de travail

Lorsque la nature d'une affaire qui lui est soumise l'exige, le comité syndical peut décider la constitution d'un groupe de travail spécialisé et temporaire dont il détermine la composition et la mission.



## CHAPITRE IV - MODES DE VOTE

Le vote sur les questions soumises aux délibérations du comité syndical, du bureau et des commissions intervient de trois manières : à main levée, au scrutin public et au scrutin secret.

En début de séance, le comité syndical ou le bureau pourra, sur proposition du Président, nommer un (ou plusieurs) délégué(s) afin de remplir les fonctions de secrétaire(s) de séance et ainsi assister le Président lors des votes.

Les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés, les bulletins blancs et les bulletins nuls n'entrent pas en compte dans le calcul de la majorité.

En cas de partage des voix dans un vote à main levée ou au scrutin public, la voix du Président est prépondérante.

Si le Président ne vote pas et que les voix sont également partagées, la proposition mise aux voix n'est pas adoptée.

### *Vote à main levée*

Le vote à main levée est le mode de vote ordinaire. Le résultat est constaté par le Président qui compte, au besoin, le nombre de votants pour et contre.

Il est toujours voté à main levée sur la question préalable, l'ordre du jour, les rappels au règlement, les demandes de priorité, d'ajournement, de renvoi, de clôture de la discussion, sauf si le tiers des membres présents à la séance demande un vote par scrutin public ou scrutin secret.

### *Vote par scrutin public*

Le scrutin public est de droit lorsque le tiers des membres présents à la séance le demande, ceci sauf dispositions contraires notamment en ce qui concerne les élections des membres du bureau, des commissions et du Président ou des vice-présidents du syndicat.

Pour être recevable, la demande de scrutin public doit être faite par écrit et déposée entre les mains du Président. Les noms des signataires sont inscrits au procès-verbal de séance.

Le scrutin public se déroule dans les formes suivantes :

- Chaque délégué exprime son vote sur un bulletin et signe son bulletin. Les bulletins sont ensuite ramassés. Lorsque le Président s'est assuré que tous les délégués présents ont voté, il prononce la clôture du scrutin. Il procède ensuite au dépouillement puis proclame les résultats.
- Il peut également être procédé au scrutin public par appel nominal. Dans ce cas, le vote est exprimé lors de l'appel du nom du votant. Après décompte, le Président proclame les résultats.

En tous les cas, le résultat est inséré au procès-verbal avec les noms des votants.

### *Vote à scrutin secret*

Le scrutin secret se déroule dans les formes suivantes :

Chaque délégué exprime son vote sur un bulletin secret. Les bulletins sont ensuite ramassés. Lorsque le Président s'est assuré que tous les délégués présents ont voté, il prononce la clôture du scrutin. Les bulletins comportant les mêmes indications sont séparés puis comptés. Le Président proclame ensuite les résultats.





## CHAPITRE V - DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement intérieur est adopté par délibération simple du comité syndical et pourra être modifié dans les mêmes formes par délibération en fonction des besoins et/ou de l'évolution législative. Il entrera en application à partir du comité syndical suivant son adoption.

